

le monde libertaire

10,00 F

Couverture Médicale Universelle Cherchez l'arnaque!

LE PROJET DE LOI PRÉSENTÉ PAR Martine Aubry a été étudié en conseil des ministres le 3 mars dernier et devrait être voté par le parlement d'ici l'été. Si nous pouvons nous réjouir de l'extension d'une couverture sociale même minimale aux 150000 personnes qui en sont privées aujourd'hui, nous ne pouvons que nous interroger des véritables buts de ce projet sachant qu'il se place dans une politique de réduction des dépenses de santé. Poursuite logique du plan Juppé de réforme de la sécurité sociale qui prévoyait l'instauration d'une Assurance

bien jusqu'à 7 700 F pour un foyer de quatre têtes. Le budget prévu est de 1500 F par bénéficiaires, c'est à dire entre 7,5 et 9 milliards de francs. Si on compare ces chiffres avec ceux de l'aide médicale attribuée actuellement aux personnes les plus démunies par les conseils généraux et pour une couverture équivalente (prise en charge à 100 % du tarif conventionné), on aperçoit rapidement la magouille budgétaire.

L'aide médicale couvre 2,5 millions de personnes et dispose d'un budget de 8 milliards de francs. Les conseils généraux reverseront ces sommes à l'état cen-

déboursier un peu moins de 2 milliards de francs chacune, ce n'est sûrement pas pour le bien de l'humanité. Par contre, c'est un premier pas vers l'ouverture de la sécurité sociale au capital. La sécu, c'est 1800 milliards dont 630 pour la branche maladie.

C'est un gâteau que les capitalistes aimeraient bien dévorer. Pour ça, l'Etat prépare le terrain. Il a commencé par une vaste campagne d'intoxication médiatique sur un pseudo-déficit, fruit de ses impayés et de ceux du patronat, de leurs multiples réductions ou autres exonérations. Parallèlement, il a organisé son étatisation en remplaçant les cotisations par un impôt, la C.S.G. et fait voter le budget de la sécu par l'Assemblée nationale. Maintenant la logique comptable fait le reste, c'est à dire dicte les coupes sombres dans les établissements de soins. Bref, quand la sécurité sociale aura fini d'agoniser sous les coups de butoir étatiques, nos gouvernements l'auront déjà vendue morceau par morceau et seule la loi du profit régnera.

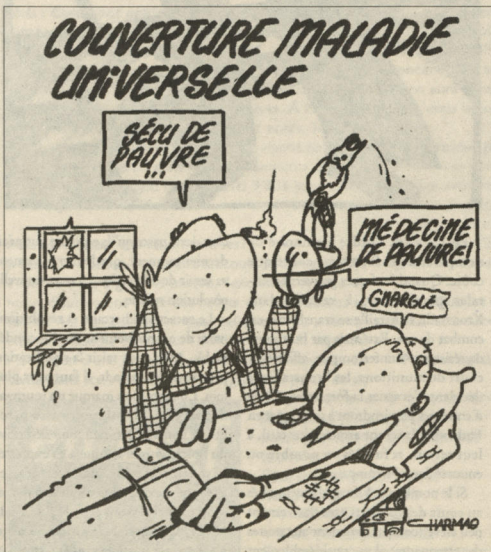
ment changer mais quand? Les attaques portées sur la fonction publique et notamment les retraites pourraient bien faire exploser la baraque. La revendication d'une sécurité sociale ouvrière, gérée par nous mêmes et pour nous mêmes devra y trouver un large écho.

Des revendications immédiates

Pour assurer la pérennité du financement des assurances sociales, il faut axer sur la nécessité de gagner des augmentations de salaires donc de cotisations sociales. La taxation des revenus du capital est une impasse car elle bénéficiera uniquement à l'Etat qui la redistribuera à qui il voudra. Il nous faut exiger la

suppression de la C.S.G. et le retour équivalent aux cotisations sociales, la suppression des réductions et exonérations des « charges » patronales. Il y a aussi besoin d'unifier l'ensemble des travailleurs en clarifiant la situation des salariés du secteur agricole car leur caisse est la même que celle de leurs patrons. Nous devons réaffirmer que la Sécurité Sociale n'est pas l'Etat même si celui-ci la contrôle. Pour sa sauvegarde réclameons sa véritable autonomie. Enfin, il faudra faire avancer l'idée que les administrateurs de la sécurité sociale doivent être sous le contrôle permanent des assurés avec des mandats impératifs et révocables à tout moment.

Hervé. - groupe la sociale
(Montpellier)



Maladie Universelle, la C.M.U. en défère plus sur la forme que sur le fond.

Des économies sur le dos des rmistes

En effet, il y a bien anguille sous roche. La C.M.U. couvrira quelques 5 à 6 millions de personnes vivant avec moins de 3 500 F par mois si elles sont seules ou

trou. La CMU sera financé à hauteur de 2,25 milliards par l'Etat, 1,75 milliards par les mutuelles, autant pour les assurances, le reste étant à la charge de la CNAM. Madame Aubry et ses sbires nous annoncent donc une avancée sociale majeure en « soignant » 50 % de gens en plus avec la même enveloppe et en faisant économiser quelques 6 milliards de francs à l'Etat.

Privatisation de la sécurité sociale

Bien sûr, ça ne s'arrête pas là. La C.M.U. est une formidable aubaine pour les mutuelles et surtout les assurances privées. Si elles acceptent de

Restrictions supplémentaires des soins remboursés

De nombreuses associations se sont montrées réservées sur le projet. Parmi les syndicats qui ont réagi mollement seule la CGT a haussé un peu le ton, s'alarmant de l'entrée des intérêts privés dans le domaine de la sécurité sociale. Quant à la C.FDT, elle n'y est pas hostile. Forte du peu de résistance soulevé par son projet, Martine Aubry en profite pour porter son avantage plus en avant. La mise en place de la CMU devrait être accompagnée de mesures telles que la révision de la liste des médicaments et des soins remboursés en fonction de l'utilité présumée de ces derniers.

Personnels et usagers en ordre dispersé

Jusqu'à aujourd'hui, rien n'a véritablement fait reculer le plan Juppé, pas même le formidable mouvement social de 1995. Toutefois les personnels hospitaliers commencent à remuer. Les grèves se multiplient. Elles sont parfois très longues comme à l'hôpital de Montluçon (3 mois) et souvent largement soutenues par la population. Malheureusement, ces luttes ont lieu établissement par établissement, minimisant leur valeur et leur efficacité. Là où des victoires sont acquises, l'Etat ne fait que déplacer des ressources prévues ailleurs. La donne pourrait bien rapide-

Pas de justice, pas de paix!

Un prof, à la pédagogie musclée, qui gifle un de ses élèves. Une mère qui s'en indigne. L'institution scolaire qui fait la sourde oreille. Des familles du quartier qui manifestent devant le collège. La police qui gèle le regroupement et use de violences. Des commandos du GIPN qui interpellent, six jours plus tard au saut du lit, des personnes ayant participé au rassemblement... L'action se passe en juin 1998 dans le quartier de Haute-pierre, à Strasbourg. Elle est le prologue du drame que vont connaître trois familles de ce quartier défavorisé.

Après une garde à vue particulièrement éprouvante, la machine judiciaire prend le relais de ses sbires policiers. Présents en comparution immédiate, cette justice pour pauvre, les prévenus se voient poursuivis par la filicaille pour violences aggravées... Mme Rekeb, 50 ans, mère de Rachid, l'élève victime de la baffe, prend trois mois ferme et huit mois avec sursis (pour violence sur sept policiers!). Ali et Kader Rekeb, les deux fils aînés, sont condamnés à un mois ferme et deux mois avec sursis. Deux amis de la famille ont été respectivement condamnés à neuf mois de prison dont un ferme et dix-huit mois dont six ferme.

Mme Rekeb a fait appel. Sachant qu'un juge revient rarement sur la décision de ses collègues, Mme Rekeb table sur la procédure et demande l'annulation des chefs d'inculpations. En effet, depuis le début de cette malheureuse affaire, à la sourde violence de l'administration scolaire et à la sauvagerie policière, se sont surajoutés toute une série de dénis de justice. La relaxe et l'annulation des chefs d'inculpations n'effaceront pas la honte et le traumatisme des nombreux mois de prison déjà effectués.

Comme les cabales médiatiques organisées contre les jeunes, dont ils ont fait de Strasbourg un stéréotype, l'affaire de madame Rekeb est assez représentative de la volonté du pouvoir d'organiser un véritable dressage social. L'Etat criminalise tout mouvement social, et perpétue l'idée chère à la bourgeoisie, que toute classe laborieuse reste une classe dangereuse. Au besoin, les médias serviles savent grossir, déformer ou fabriquer le danger.

Contre une justice à deux vitesses, rassemblement de soutien à Madame Rekeb, à la cour d'appel de Colmar le 23 mars à 8 h 30.

Jérôme, Festival Permanent Contre les Lois Racistes, Strasbourg.

ISSN 0026-9433 - N° 1156



Kronstadt 1921: prolétariat contre bolchevisme

UNE COINCIDENCE DE dates a voulu que le 18 mars soit le premier jour de la Commune de Paris et aussi le dernier jour de la Commune de Kronstadt. Si le 25 octobre 1917 consacre la chute, par un coup d'État militaire, du gouvernement « modéré » et bourgeois de Kerensky, il y a bien eu, précédemment une véritable révolution sociale.

Durant les mois qui précèdent, les soviets (ou Conseils de délégués ouvriers, soldats et paysans) avaient pénétré dans presque toutes les usines, sapant les bases économiques et sociales du régime bourgeois. Les comités et soviets de soldats avaient totalement désorganisé l'armée tsariste. Dans les campagnes, les paysans avaient exproprié collectivement les propriétaires terriens et avaient entrepris la culture commune de la terre. Pendant l'Octobre des ouvriers et des paysans, les slogans étaient sans ambiguïté: « La terre aux paysans, l'usine à l'ouvrier ». « Le pouvoir aux soviets locaux et au centre des soldats, ouvriers et paysans ».

La Contre-révolution bolcheviste

Trois tendances inconciliables vont s'affronter: Il y avait le camp de la Réaction avec les « armées blanches » qui tentait de réinstaurer le tsarisme; le camp des partisans d'une société dirigée sur tous les plans par un « État ouvrier »; et il y avait aussi (et surtout) un mouvement populaire, porteur d'une dynamique et d'un projet autogestionnaire. L'Histoire va alors démontrer qu'entre autogestion sociale et étatisation, il n'y avait pas d'accord possible. Dès leur arrivée au pouvoir les bolcheviks vont mettre en œuvre leur fameuse conception de la « dictature du prolétariat » qui, bien évidemment, ne signifie pas autre chose que la dictature du Parti: « La dictature de la classe ouvrière ne peut être garantie que sous la forme de la dictature de son avant-garde, c'est-à-dire du Parti communiste » (Résolution du XII^e Congrès du Parti).

Les organisations ouvrières sont mises au pas. En avril 1918, tous les clubs anarchistes à Moscou sont fermés (pris au canon) et 600 militants libertaires sont jetés en prison.

Le nouveau pouvoir va imposer une militarisation du travail et transformer des millions d'individus en exécutants soumis.

Militarisation du travail et fascisme rouge

Le renforcement de la discipline et la présence de l'armée à l'intérieur même des usines va provoquer de nombreux meetings de protestation. Les organisateurs de ces meetings seront dénoncés comme des « contre-révolutionnaires », des saboteurs, des espions etc.

Pour Lénine et les bolcheviks les paysans sont incapables d'une prise de conscience révolutionnaire, et doivent donc être asservis à « l'État prolétarien ». C'est ainsi que l'Armée rouge va organiser un pillage systématique des campagnes, créant artificiellement le conflit « ville-campagne ». Au lieu de faire alliance avec la paysannerie, qui combat le retour des Blancs (tsaristes), et de respecter le slogan « La terre aux paysans, l'usine à l'ouvrier », le parti bolchevik déclenche l'hostilité générale de la paysannerie à son égard. Une fois le danger contre-révolutionnaire écarté, des révoltes armées embrasent le pays tout entier (dont le mouvement anarchiste makhnoviste). En février 1921, soit un mois avant l'insurrection de Kronstadt, un rapport de la Tcheka (police politique bolchevik) dénombre 118 insurrections paysannes.

Les grèves insurrectionnelles ouvrières de 1921

Rappeler tous ces éléments était nécessaire pour comprendre le vent de révolte qui va souffler en 1921 et la rage de tous ceux et celles qui aspiraient à une « troisième révolution »: la véritable révolution sociale et socialiste!

En effet, si la « révolution » est victorieuse, les travailleurs se rendent compte que ses conquêtes leur échappent! La famine s'installe: on estime à 5 200 000 personnes, mortes victimes de la famine et du froid en 1921. Alors que déjà les apparatchiks du pouvoir s'octroient de multiples privilèges, la décision gouvernementale du 22 janvier 1921, de réduire d'un tiers les rations de pain pour les citadins jette une étincelle sur

un baril de poudre. Des grèves et des manifestations suivent les meetings, vite réprimés par les Koursantis (officiers de l'Armée rouge) et les unités spéciales de la Tcheka. Le mouvement prend une ampleur exceptionnelle à Petrograd.

Les bolcheviks répondent par des arrestations et des fusillades. La plupart des mencheviks, Socialistes Révolutionnaires (S-R) et anarchistes encore en liberté sont arrêtés et rejoignent les centaines d'ouvriers déjà appréhendés.

Les marins de Kronstadt demandent des comptes

Les échos de ces événements sont parvenus à Kronstadt. Lors des premières grèves de Petrograd, les kronstadiens apprennent également que le pouvoir menace les ouvriers de l'intervention de « Kronstadt-la-Rouge », « qui les forcerait à reprendre le travail s'ils continuaient à faire grève ». Ainsi, les bolcheviks transformaient Kronstadt en épouvantail dans toute la Russie pour appuyer leur politique... Les marins envoient donc une délégation, afin de s'informer sur le caractère du mouvement.

Le 1^{er} mars, un meeting a lieu à Kronstadt, rassemblant 16 000 personnes (environ le tiers de la population totale de l'île). Les représentants du gouvernement s'y font copieusement critiqués et la résolution du 28 février est adoptée (qui sera le « testament politique » de la Commune). Alors, par la bouche de Trotsky et de Zinoviev, le Comité Central du Parti entame sa vieille rengaine et stigmatise aussitôt le mouvement comme une rébellion contre-révolutionnaire fomentée de l'étranger etc. Lénine écrit: « Il est absolument évident que c'est l'œuvre des socialistes-révolutionnaires et des gardes blancs de l'étranger [...], un mouvement petit-bourgeois anarchiste »...

La Commune, du 2 au 18 mars 1921

Le 2 mars, 300 délégués de toutes les unités militaires des équipages et des fabriques, se réunissent dans le but d'élaborer les bases des nouvelles élections du Soviet. C'est le commencement de la Commune. Le 3 mars, paraît le premier numéro des « Izvestia » (Les Nouvelles) de Kronstadt, journal quotidien de la Commune jusqu'au 16 mars. Toutes les prises de position des insurgés y paraîtront.

Pendant dix jours et dix nuits harassantes, les marins et les soldats de la ville tiennent bon contre un feu d'artillerie continu, venant de trois côtés, et contre les bombes, lancées par l'aviation. Pendant la Commune, tout le Petrograd socialiste (au sens réel du terme) et anarchiste est décimé, soumis sous la botte bolchevik. Les équipes de la Tcheka arrêtent tous les militants, les attroupelements « de plus d'une personne » sont interdits!

Pour mettre Kronstadt à genoux, le gouvernement devra faire appel à des

unités spéciales, laminées par la propagande officielle et d'une fidélité aveugle au Parti. Mais malgré cela, l'État-major de l'Armée rouge va subir de nombreux déboires. Dès les premières offensives, des démissions massives se produisent. Des régiments entiers refusent de monter à l'assaut! Ces mouvements de refus vont s'intensifier les jours suivants: beaucoup de mobilisés veulent savoir ce que réclament les Kronstadiens et pour quoi on les envoie contre eux. La répression s'abat sur les régiments « indisciplinés »: dans de nombreuses unités, un soldat sur cinq est fusillé. Lors des attaques, afin de prévenir la reddition des troupes, des rangs « d'éléments sûrs » (Tchékistes, permanents du Parti) sont placés derrière les assaillants et leurs têtes sont dirigées vers l'ennemi.

en les informant de la nature et du caractère réels de leur mouvement.

La signification politique de Kronstadt

L'objectif des insurgés de Kronstadt était clairement une « troisième révolution ». Cette troisième révolution fait suite à la première, contre le tsarisme, contre la noblesse féodale et l'autocratie et à la deuxième, contre la bourgeoisie, le parlementarisme et le capitalisme privé. La Troisième révolution se fera, elle, contre le césarisme bureaucratique de parti et le capitalisme d'État, pour établir le pouvoir des Conseils, sans parti « guide ». Si les Kronstadiens ne cèdent pas aux sommations et ultimatum lancés par Trotsky et ses sbires



le monde libertaire Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n°(inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriand
Commission paritaire n°5 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Le 16 mars, l'ordre est donné de s'emparer de la forteresse coûte que coûte. Quand les forces gouvernementales parviennent à rentrer dans Kronstadt, la bataille se transforme en combat de rue. Exténués par huit jours de résistance ininterrompue, affamés, à court de munitions, les kronstadiens décident d'évacuer la forteresse. 8 000 d'entre eux parviendront à se réfugier en Finlande. Ils seront arrêtés plus tard, à leur retour, et fusillés en nombre ou entassés dans des camps.

Si le nombre de kronstadiens tombés au cours des combats est relativement peu élevé (comparativement aux pertes des attaquants), il va considérablement augmenter par le nombre de prisonniers et blessés exécutés sommairement par leurs ennemis. Les kronstadiens vont en effet être sauvagement pourchassés dans les rues de la ville, les blessés achevés sur place. Dybenko, le nouveau commandant de Kronstadt nommé par le pouvoir, revendique 900 exécutions pour la première journée où « l'ordre » fut rétabli dans l'île. Les kronstadiens étaient devenus des témoins gênants des « contradictions » de la dictature du prolétariat. Par conséquent leur seule existence continuait à représenter un danger pour le Parti, car ils pouvaient « contaminer » le reste de la population,

c'est donc parce qu'ils espèrent, jusqu'au dernier moment, que leur mouvement va servir de déclencheur à cette nouvelle révolution sociale.

Le caractère libertaire et révolutionnaire de ce mouvement est donc indéniable. Mais pour saisir la signification précise de Kronstadt, il faut aller plus loin. L'insurrection marque un tournant décisif de la Révolution russe parce qu'elle consacre l'instauration définitive du bolchevisme. Lénine a su exploiter l'événement pour mater et écarter l'« Opposition Ouvrière » au sein de son propre parti; le tout afin de passer à la N.E.P., la Nouvelle Politique, ce qui n'eût pas été possible sans la répression du dernier souffle révolutionnaire du prolétariat à Kronstadt.

Du fait de sa trop brève durée et de son isolement, Kronstadt n'atteint pas la même profondeur sociale et révolutionnaire que le mouvement makhnoviste ou la révolution espagnole de 1936-1937 par exemple, mais sa démarche spontanée de classe et la netteté de ses mots d'ordre en font un prototype accompli de toute lutte anti-autoritaire.

Groupe Kronstadt (Lyon)
Cet article a été réalisé d'après l'excellent livre d'Alexandre Skirda « Kronstadt 1921, prolétariat contre bolchevisme » (Éditions de la Tête de Feuilles, 1971)

Les zones d'ombre du recensement

RECENSER : PASSER EN REVUE, évaluer. C'est une des actions fortes que l'État mène auprès de l'ensemble de la population résidant sur le sol français. Cette « opération de service qui concerne chaque habitant [...] donne des indications chiffrées précises sur la population et les logements, au niveau de la commune, du département, de la région, du pays.

Ainsi ces statistiques peuvent être utilisées par certains intervenants sociaux ou municipalités pour justifier et développer de nouveaux services à la population.

Même dans une société libertaire, faire le point de façon régulière sur la situation de vie de nos contemporains ne semble pas être un crime de lèse-majesté.

Et pourtant, des questions viennent spontanément à l'esprit...

Dans la « notice explicative » il est précisé que les « réponses sont confidentielles et uniquement destinées à l'INSEE, seule habilité à les traiter, de façon anonyme, sans les

noms ni les adresses ». Soit. Alors pourquoi est-il nécessaire d'indiquer par deux fois (feuille de logement et bulletin individuel) les nom, prénom et adresse et aussi (une fois) la date de naissance. Des données sur l'âge ou l'année de naissance, le sexe et la ville de résidence ne suffisent-elles pas pour élaborer des statistiques ? De même, pourquoi faut-il déclarer les noms, prénom et lien de parenté, voir même date de naissance des occupants permanents et/ou des personnes faisant partie du foyer mais vivant à l'extérieur de celui-ci (enfants en internat, militaires...)... mais chut...

Quelle est l'utilité pour les statisticiens de connaître l'adresse du lieu de travail et du siège social de l'établissement au lieu de se satisfaire de la ville. Est-ce pour justifier une surcharge de travail ? Se rappelle-t-on qu'en 1995 « des chercheurs de l'Institut national des études démographiques (INED) avaient fait savoir qu'ils considéraient que leurs travaux étaient entravés par les pouvoirs de la CNIL » (*Monde libertaire* n° 1064) ?

Quelles sera l'utilisation de toutes ces informations techniques et personnelles ? Le fichage de chaque résident français ?

Depuis peu, la loi Brard (apparenté PC) autorise le croisement des fichiers sociaux et fiscaux (et bientôt, pourquoi pas, la sécu ?). Informations vendues aux entreprises officiellement par les services de l'État... mais chut...

Biais idéologique

Connaîtrons-nous enfin le vrai nombre de chômeurs puisque seront recensés tous les chômeurs, inscrits ou non à l'ANPE ? Nous constatons aussi la pauvreté de certaines questions comme la caricature des états matrimoniaux « légaux » n'autorisant de vivre qu'au travers des statuts stéréotypés définis par la « loi » : célibataire, marié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Le couple non marié, volontairement ou non, n'apparaît pas faute de statut légal pour les homosexuels, la vie en communauté... mais chut...

Ces interrogations, si elles portent sur le fond du recensement, ne doivent pas occulter la forme...

Ainsi, les agents recenseurs sont recrutés par les mairies à qui « la CNIL (commission nationale informatique et liberté) interdit toute saisie d'informations mêmes anonymes [...] et interdit de prendre copie des questionnaires. Sur le ton de la galéjade, nous pourrions répondre : de toutes les façons, elles n'en ont pas besoin. Dans les petits villages, les maires connaissent tout le monde et les autorités de l'État (gendarmérie, impôts...) s'adressent à eux pour tous renseignements. Lorsque les communes sont plus grandes, elles détiennent parfois des fichiers particuliers. Vous vous rappelez des deux fichiers (fichiers « Français » et fichier « étrangers ») de la commune de Saint-Gilles à l'époque du maire FN... Mais chut...

Ce recensement aurait pu être l'occasion d'évaluer les besoins non satisfaits dans les domaines du social, de la culture, des méthodes de santé, de gestion écologique des

déchets, de l'énergie, de la production agricole... Ah, mais là, l'État recenserait des besoins bien identifiés et des mécontentements face à l'incurie des élus plus préoccupés à s'abandonner de leurs « coupables irresponsabilités » et par la « lutte des places » que par la « lutte des classes »... mais chut...

Mais pouvons-nous nous taire face à tant de non-dit, de questions dévoyées et idéologiquement orientées ? Quelles réponses individuelles et collectives pouvons-nous apporter à cette « enquête générale et obligatoire [pour laquelle] tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative ». Si nous ne pouvons appeler publiquement à l'abstention révolutionnaire anarchiste, nous pouvons appeler publiquement à l'abstention révolutionnaire anarchiste, nous pouvons attirer l'attention de nos proches sur ces zones d'ombres afin que chacun agisse en conscience... mais chut...

Patrick - groupe du Gard

Relogement immédiat

Le 12 janvier 1999, le Mouvement Associatif de Solidarité avec les Sans Emploi initie la réquisition d'un immeuble appartenant à la Mutuelle de la police nationale, rue Don Vaissette à Montpellier. La revendication est très simple : relogement immédiat des occupants dans des appartements décents. Nous vous livrons un entretien avec Jacques du M.A.S.S.E.

M.L. : Comment expliques-tu la multiplication des luttes liées au logement à Montpellier depuis novembre 1994.

Jacques : Elles ne sont pas si nombreuses que ça bien que répétitive chaque année depuis l'occupation de la CRAM en 1994 par le MASSE et d'autres. À Montpellier, les travailleurs sociaux estiment entre 3 000 et 3 500, le nombre de mal logés, qu'ils vivent dans des caves, des garages ou dans des appartements surpeuplés. En 1990, l'INSEE recensait ici 9 803 logements vides depuis plus de 18 mois.

M.L. : Les luttes ont-elles évolué ?

J. : Oui ! Au début, il y avait beaucoup de caritatifs. On s'est retrouvé à gérer la misère, l'exclusion. À côté de nous, d'autres ont tenté des squats mêlant cultures et lieu de vie. Personne n'avancé réellement. Ça a véritablement basculé en octobre 1997 lorsqu'à la suite de l'expulsion d'une locataire, on a fait une occupation en demandant son relogement. On a gagné. À partir de là,

on s'est dit que c'était la bonne stratégie : on occupe et on exige des logements sociaux. L'an passé, suite au mouvement des chômeurs, douze familles ou individus ont été relogés (cf *Monde libertaire* n° 1118). Cette année, on espère 13 appartements.

M.L. : Comment est géré le lieu ?

J. : Au début, le MASSE était omniprésent. Rapidement, les résidents ont pris les choses en main. On ne tient plus qu'une permanence et on organise le soutien. Les plus gros problèmes sont les sanitaires et l'électricité depuis qu'EDF nous l'a coupé. On va organiser un concert pour acheter un groupe électrogène, comme ça on aura le jus et l'année prochaine ils pourront toujours nous le couper...

M.L. : Faut-il fédérer les luttes ?

J. : Bien sûr mais ce n'est pas facile. Nous avons fait des actions avec les chômeurs et nous sommes présents quand il faut soutenir les sans-papiers. Par contre, les retours sont rares notamment avec les soutiens aux sans-papiers (CIMADE, LDH, Parrains et Marraine) bien qu'une famille de réfugiés Kosovars logent ici.

M.L. : Quelles sont vos perspectives ?

J. : La lutte continue.

Propos recueilli par Hervé, groupe La Sociale (Montpellier)

● **Le Local (lieu associatif libertaire) ferme, une page est tournée.**

Pour contacter la F.A. sur Nantes : Gp FA Nantes c/o ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex 1.

Emission de radio « Les raisons de la colère » le 4^e vendredi de chaque mois 20h30 Nantes 98.1 FM et St Nazaire 91 FM Vente du Monde libertaire le 1^{er} samedi de chaque mois marché de la Petite Hollande (11h), 3^e dimanche marché de Talensac à 11h. Edite le bulletin « Les raisons de la colère ».

● Retrouvez le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste sur le Web en tapant : <http://chez.com/farouen> ; e-mail : farouen@chez.com

● On peut contacter la F.A. dans la Creuse à l'adresse suivante : c/o A.Dropsy, 23150 Saint-Yrieix les Bois. Tél : 05 55 81 18 77.

● Le groupe Proudhon de la F.A. vend le Monde libertaire tous les dimanche de 11 h à 12 h 15 sur le petit marché de Battant, place Jouffroy.

● Un groupe de la F.A. vient de se créer à Rambouillet. On peut le contacter via la librairie du Monde libertaire (RI), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

● On peut rencontrer les militants de la FA de dordogne chaque samedi matin de 10 h à midi lors de la permanence anti-FN devant le 2, rue Taillefer à Périgueux

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

Faits d'hiver Graine d'ananas

Dans les années trente Robert Jospin était secrétaire général de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix. En novembre 1949 il soutint le combat de Garry Davis, cet américain un peu fou qui se voulait citoyen du monde. Dans la foulée il fit des conférences sur (en faveur de) l'objection de conscience...

À l'évidence ce pacifiste absolu, ce vieux libertaire, avait le regard planté dans les étoiles et... manquait cruellement de « réalisme ».

Dans les années 90, Lionel Jospin, le fils de Robert, après un apéro chez les Troskos et une formation d'apparatchik lisse dans la mitterrandie, s'est retrouvé premier ministre, en attendant d'être notre prochain président.

Lionel, c'est clair, est un réaliste qui pense que deux acres en Middlesex vaudront toujours mieux qu'une principauté en utopie.

Depuis bientôt deux ans qu'il gouverne la troisième puissance du monde il a donc eut cent fois l'occasion de démontrer tout cela.

Un employé en contrat à durée déterminé (CDD) travaillant depuis trois ans à la Poste de La Rochelle (Charente Maritime) vient d'obtenir la condamnation de son employeur devant le tribunal des prud'hommes. 121 contrats de travail avec la poste (service public géré par le pouvoir politique), en violation complète du code du travail qui précise que « le CDD ne peut avoir pour objet ni pour effet de pourvoir durablement à un emploi lié à l'activité permanente de l'entreprise », même devant la justice bourgeoise, ça fait désordre. Joaquin va donc être titularisé.

Tant mieux pour lui !

Et tant mieux pour tous ceux, innombrables espérons-le, à qui ça va donner des idées.

Mais bonjour la claque pour Lionel.

Exercer le pouvoir au plus haut niveau pour n'être même pas capable d'empêcher une administration subalterne d'en prendre à son aise avec la légalité, ça prête carrément le flanc à l'ironie !

Lionel, Robert, du point de vue du réalisme comme de celui de l'honneur, ça fait pas photo.

D'un certain point de vue ça rassure par rapport à l'ineptie d'un quelconque lien du sang au grand bal du rêve anarchiste.

Jean-Marc Raynaud

● L'Union régionale sud de la FA a réédité un bandeau « Lisez le Monde libertaire ». Format de 84x20 cm, impression noire sur papier jaune. 10 F les 10 exem-

plaires, 64 F les 100, 114 F les 200 et 205 F les 400. Règlement à l'ordre de Vidal. Commande à AGDIR, 45b, rue de la Table Ronde, 30 900 Nîmes.

En bref

Sans papiers, la galère...

PARENTS SÉPARÉS DE LEURS enfants nés sur le territoire national et confiés à l'assistance publique, malades du sida reconduits dans un pays dépourvu de structure de soins, réprimé dans son pays mais ne pouvant obtenir l'asile politique pour des questions de diplomatie, sans papiers dont le seul crime est de fuir la misère... Une fois sur le territoire national, « l'eldorado des droits de l'homme », ces sans papiers se trouvent « clochardisés », poussés à la délinquance ou exploités par un patronat qui voit de par son statut dans cette population une main d'œuvre plus corvéable, plus docile... Aucun argument ne pourra justifier cette logique d'exclusion. Et il n'est malheureusement pas étonnant de constater que ceux et celles qui tiennent des arguments « On ne peut pas accueillir la misère du monde » sont ceux et celles qui la tolèrent, qui refusent de combattre ce qui génère la misère. Ce constat est d'autant plus logique que l'exclusion du sans papier, le licenciement de l'ouvrier... relèvent d'une même logique: celle du profit.

Voici donc quelques témoignages recueillis par le collectif anti-expulsions (CAE) de Nantes. Ces témoignages montrent l'inadmissible et surtout posent la question suivante à toutes les personnes hésitant à réclamer la régularisation de tous et toutes: où se situe la limite, la frontière entre le bon et le mauvais sans papier...

Expulsions

« Les forces armées de l'Ecogom en Sierra Leone arrêtent, frappent, menacent de mort une mère de famille, Sarah, pour qu'elle leur livre son fils ayant combattu avec les forces rebelles. Fuyant son pays, elle arrive en Belgique sans ressource et sans passeport. Elle est aussitôt fouillée, questionnée puis enfermée dans un centre de rétention. Elle introduira deux demandes d'asile. Le premier entretien dure un quart

d'heure sans interprète, le deuxième avec une avocate commise d'office qu'elle rencontre un quart d'heure auparavant. Le rapport révèle plusieurs erreurs qu'elle conteste mais elle n'est pas entendue. Elle est emmenée de force dans le centre de rapatriement de Melsbroek: pas le droit de sortir, pas de déplacement libre à l'intérieur du bâtiment, les familles sont séparées, les enfants sont sans traitement particulier... Nouveau centre de rétention de Steenokkerzeel, la sécurité y est plus dure: cellule sordide, gardes spéciaux et odieux, caméras intérieures/extérieures, fouilles, déplacements sous escorte, changement de cellule si vous êtes soupçonnés de quoi que ce soit... L'expulsion-se fera de force. Elle pourra s'y opposer deux fois mais à la troisième elle y sera contrainte par la violence... » « Wannin a 18 ans lorsqu'elle décide de quitter la province de Wenzhov (au Sud de Shangai) pour venir rejoindre sa famille à Paris. A Shan-

gai, elle s'arrange pour recevoir une lettre d'invitation et un certificat d'hébergement. Après plusieurs semaines, elle obtient un passeport. Mais pour sortir du territoire chinois, il faut avoir un visa de sortie délivré par le consulat français. La demande de Wannin est rejetée. Elle obtient tout de même un faux visa par l'intermédiaire d'un passeur et de la mafia locale. Wannin prend alors l'avion pour Bucarest où un passeur l'attend. Elle lui donne plusieurs mois de salaires pour faire le trajet de Bucarest à Paris en voiture et elle finira de le payer en travaillant. Elle arrive enfin à Paris dans ce quartier chinois créé après la première guerre mondiale. Elle y retrouve sa famille, mais elle trouve aussi la clandestinité. Pour vivre et payer son passeur, Wannin travaille dans un atelier clandestin de confection textile. Après quelques mois, Wannin fait une demande d'asile à la préfecture qui transmet son dossier au ministère de l'Intérieur. Sa

demande est rejetée et Wannin reçoit une invitation à quitter le territoire français dans un délai d'un mois. À cette époque Wannin rencontre une jeune chinoise qui comme elle est « sans papiers ». Elles participent à un collectif de sans-papiers. Mais Wannin est arrêtée dans le métro et conduite dans un centre de rétention. Elle fait appel à la décision préfectorale et passe devant le tribunal administratif. Nouveau rejet, et après neuf jours elle est expulsée. À son arrivée elle est arrêtée, puis jugée pour sortie illégale du territoire. »

Double peine

« En 1994, Lahcen est mêlé à une bagarre: l'un des protagonistes se retrouve avec le nez cassé, et Lahcen est jugé en mai pour coups et blessures. Il est condamné à six mois de prison ferme. Ce jeune marocain a vingt ans (arrivé en France à l'âge de 3 ans, et qui y vit depuis lors avec toute sa famille) et une carte de résident de 10 ans. Il décide de faire appel, et voit sa peine alourdie au tribunal de Rennes: la peine de prison est confirmée et aggravée d'une interdiction de territoire d'un an! À sa sortie de prison, en mars 1995, Lahcen est donc directement conduit au centre de rétention où tout recours lui est impossible. Il est expulsé 2 jours plus tard vers un pays où il connaît personne, le Maroc... La famille de Lahcen multiplie les démarches de recours mais en vain... En mars 1996, (l'année d'interdiction écoulee) Lahcen fait

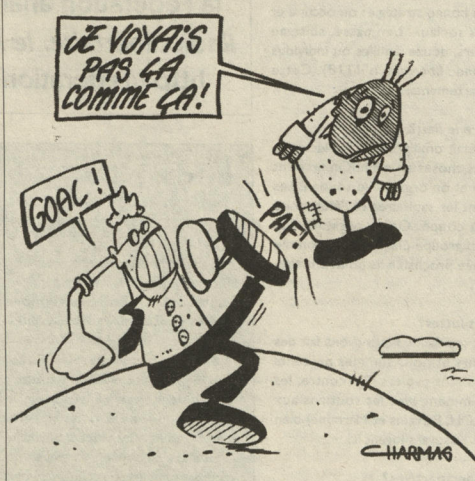
donc une demande de visa comme tout étranger « lambda », pour rentrer chez lui en France. Cette demande est rejetée comme celles qu'il a depuis déposées... »

« M. F. R. (roumain) s'est marié avec une Française en Roumanie le 20 août 1993. Après retranscription du mariage sur les registres d'état-civil français par le consulat de France à Bucarest, il obtient un visa pour rejoindre son épouse en France en juin 1994, avec une vie commune depuis. Puis il a demandé une carte de séjour à la préfecture de Loire Atlantique. La décision est suspendue à une réponse des autorités allemandes, dans le cadre des accords de Schengen. Or il avait demandé l'asile politique en Allemagne, qui lui avait été refusé. Or depuis son dossier est bloqué: la préfecture de Loire Atlantique attend que les autorités allemandes veuillent bien le rayer du fichier Schengen. Avec plus de 2 ans de vie commune, il demande sa nationalité française mais étrangement on lui demande des pièces inhabituelles comme les preuves que madame soit française depuis trois générations... »

Ces parcours que l'on croise par dizaines, par centaines illustrent une société policière où la puissance de l'informatique est mise au service d'un fichage généralisé de la population, où les étrangers servent de prétexte pour justifier des lois d'exceptions afin de mieux contrôler les populations, où notre vie en général est déterminée par des lois construites par des États et des capitalistes...

groupe F.A. Nantes

L'EFFET COUPE DU MONDE



Procès d'un syndicaliste

Racisme et répression ou les deux mamelles du capitalisme

MICHEL BEURIER, SYNDICALISTE DE LA CGT, A l'indécence de ne pas se fondre dans le paysage politiquement correct et gauche plurielle en refusant de considérer l'immigration comme un problème et la loi Chevènement comme une solution juste et équilibrée. Un syndicaliste qui ose penser que le chômage et la misère sont le fait d'une stratégie économique et politique du patronat et non des immigrés... Immigrés, qui, malheureusement pour eux dans une France où les relents de vichysme, de colonialisme sont savamment entretenus, ne sont pas « aryennement » correct...

Un syndicaliste qui a l'indécence de manifester publiquement ses opinions en août dernier par sa présence au tribunal administratif lors de la comparution d'un sans-papier. Le sans-papier prend la poudre d'escampette à la faveur d'un mouvement de foule. Les lois que Michel Beurrier combat servent alors à le traîner devant le tribunal correctionnel, le 8 mars dernier. Il risquait 10 ans d'emprisonnement et cinq millions de francs d'amende pour aide au séjour irrégulier et cinq ans d'emprisonnement et 300 000 F pour violence sur agent.

Le procès a permis de montrer la grossière manipulation de la DICCILEC pour faire accuser Beurrier. En effet, le policier, malgré une soi-disant subluxation de l'épaule, peut encore passer les

menottes à Beurrier (une subluxation: en résumé, vous n'en êtes pas au point de demander qu'on vous achève mais vous vous tordez quand même de douleur sur le sol), et va chercher des médicaments relativement banals le 24 août - le jour de la plainte déposée par la DICCILEC, comme par hasard. Les avocats ont par ailleurs attaqué la loi Chevènement qui vise, au-delà de son caractère xénophobe, à criminaliser le soutien politique aux sans-papiers au travers de l'article 21 (qui criminalise « l'aide au séjour irrégulier »). Le procureur a, devant le ridicule de l'accusation, dû se cantonner à réclamer une « amende significative ». Jugement le 22 mars.

La manifestation : tous ensemble...

Le lundi 8 mars, une manifestation d'envergure nationale a eu lieu à Clermont-Ferrand pour soutenir Michel Beurrier. Pour l'occasion, la CGT avait mobilisé en masse : 10 000 à 15 000 personnes ont répondu à l'appel. Nous avons mobilisé à la mesure de nos moyens avec des camarades venus de Lyon, de Saint-Étienne, de la Creuse. Quant à nos fins, elles n'étaient apparemment pas semblables à celle d'une grande partie des manifestants... Eh oui, tous ensemble pour la régularisation de tous les sans-papiers et l'abrogation de lois

racistes ou pour permettre à la CGT une démonstration de ses forces ! CGT qui demande poliment la régularisation des sans-papiers en ayant fait la demande. Ce jour là, paradoxalement, on a préféré parler politique dans l'enceinte feutrée du tribunal, à l'abri des caméras, micros...

Militant... la répression s'abat sur toi !

Ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu. Il s'inscrit en fait dans une volonté de criminalisation du mouvement social et de ses pratiques de luttes. Ainsi, des individus sont jugés sur Paris pour leur intervention dans les collectifs anti-expulsions, des syndicalistes de Marseille sont inculpés de séquestration pendant une grève, d'autres le sont pour avoir voulu se réapproprier les moyens de production (inculpation de vols ou recel)... dans un tel contexte de répression, il importe de ne pas laisser faire ! S'obstiner à donner un cadre légal à nos luttes, comme le fait la CGT, profitera uniquement à certains « camarades » ministres et bureaucrates politiques... Mais lors de procès joués d'avance, seule notre action politique pour un autre futur permet un peu de justice.

Olivier et Maryla
groupe Spartacus (Clermont-Ferrand)

21 mars : manifestation à Pontivy

Pour une eau de qualité !

LE COLLECTIF EAU PURE DE l'Ouest et Cohérence appelle à un grand rassemblement régional le 21 mars à Pontivy 15 heures. L'appel sur des bases larges « Pour l'eau pure, la santé, l'emploi et pour un développement rural harmonieux » a au moins l'intérêt de répondre à une situation préoccupante. Les conflits d'intérêts autour de l'eau, dans les années à venir, vont se cristalliser et prendre une réelle ampleur. Effectivement l'eau, ressource indispensable à la vie humaine, se raréfie. Cette situation devient de plus en plus critique en Bretagne parce que se conjuguent plusieurs facteurs. La pollution des eaux prend des proportions jamais atteintes avec des rivières qui dépassent 52 mg de nitrates par litre. La logique capitaliste et du profit pousse à produire, à augmenter les rendements sans se soucier des conséquences écologistes. La Bretagne, c'est aujourd'hui : 12 millions de porcs, 500 millions de poulets, 10 millions de canards... Les déjections animales en Bretagne représentent l'équivalent d'une locomotive tirant 12000 km de wagons remplis à ras bord ! Les firmes agro-alimentaires augmentent leurs gains sans aucune autre considération que celle du profit ! Les pouvoirs publics, quand ils ne sont pas eux-mêmes pollueurs, sont au moins complices. À titre d'exemple plus de 40 % de la production agricole s'est

développée en Bretagne au-delà des autorisations légales...

Consciente des enjeux politiques et sociaux qui peuvent se concrétiser autour de l'eau, l'Union régionale Bretagne (URB) de la Fédération anarchiste appelle les libertaires et sympathisants à se joindre à ce rassemblement. Nous serons présents pour réaffirmer nos analyses. L'origine de la pollution de l'eau est à chercher dans une société productiviste. Le courant non productiviste est un courant majoritaire dans le milieu écologiste (pris au sens large au-delà des Verts).

Ni libéralisme, ni étatsisme

Bien sûr des divergences existent aussi bien sur le fond (peut-on lutter contre une logique productiviste sans s'attaquer à ce qui génère une telle politique, le capitalisme?) que sur la forme (réformisme, l'illusion de l'électoralisme). Mais l'URB de la FA a décidé de mener une campagne sur l'eau et le service public. Car l'eau au même titre que le logement, les soins, les transports... doit être un droit. Or l'eau (source inépuisable dans nos « contrées » il y a quelques décennies...) commence à devenir une denrée pour riche. Sa qualité diminue et ses coûts augmentent à la fois à cause des nécessités de traitement mais aussi parce que privatisée, l'eau est devenue elle-même

une marchandise ! L'eau est un droit qui doit relever d'un service public et non livré à des grosses structures financières comme Vivendi. Or le service public est au centre d'enjeux fondamentaux. Et l'URB de la FA dans son intervention le 21 mars 1999 à Pontivy souhaite poser le débat sur ce thème : la lutte au sein des services publics se résume trop à une bataille entre d'une part les défenseurs du libéralisme qui tendent à une privatisation de l'ensemble des services publics pour les soumettre au marché et d'autre part les défenseurs du tout État qui dans la défense d'acquis appellent au renforcement de l'État.

L'alternative est maigre et il est urgent d'imposer dans ce débat nos principes.

- Pour un service public universel : les services publics doivent être accessibles à tous et toutes... Le principe d'universalité n'a donc de sens que s'il lui est associé celui de liberté...

- Un service public non marchand et géré par les usagers...

Ainsi le débat sur le service public n'est pas entre nationalisation ou privatisation, mais bien sur la gestion, hors du modèle capitaliste ou étatique... Tout en ayant un coût, la seule véritable question qui doit être posée est celle de son financement pour répondre efficacement aux demandes des usagers et surtout à celles et ceux qui en ont le plus besoin... Pour garantir que le service public réponde véritablement à cette

exigence fondamentale, seule la gestion collective, par les usagers eux-mêmes, à travers leurs organisations ou associations et leurs représentants, et dans le respect de la finalité du service, peut

permettre qu'il en soit ainsi... Et l'eau de mauvaise qualité et de plus en plus chère est sans aucun doute le reflet de notre société...

Théo Simon pour l'URB-FA



Avortement-Droit au choix

Une militante « Prochoix » infiltre « Laissez-les-vivre »

Caroline Fourest, rédactrice en chef de Prochoix s'est fait engager comme bénévole au sein de la première association anti-IVG française, à sa permanence d'accueil : SOS futures mères. Sous prétexte d'accueillir des futures mères en détresse, cette vitrine de Laissez-les-vivre (LLV) essaie en réalité de convaincre ces jeunes femmes démunies, souvent étrangères et parfois sans papiers, de ne pas avorter. Elles les orientent vers des foyers d'accueil charismatiques et sectaires, avec la complicité d'assistantes sociales. Après la lecture de son récit (qui se lit comme un polar) dans le dernier numéro de Prochoix, le Monde libertaire a voulu en savoir plus.

Points de repère sur Laissez-les-vivre

Outre sa permanence d'accueil destinée aux futures mères, LLV a co-organisé un commando avec SOS Tout-petits et l'Alliance chrétienne à l'hôpital de Tournon en décembre 1990. En général, LLV préfère aux commandos, son activité favorite de fourmi. L'association possède une petite librairie et envoie régulièrement à une partie de la classe politique des tracts et documents de propagande provie. De nombreuses personnalités intégristes et FN, font partie du comité de soutien. Après la démission du professeur Lejeune, l'association a adopté encore plus officiellement une démarche frontiste. Son président fait entre autre partie du Cercle national des femmes d'Europe, le groupe féminin du FN.

M.L. : Comment t'est venue l'idée d'infiltrer une association anti-avortement ?

Caroline Fourest : La tentation m'est venue, après la lecture d'une petite annonce parue dans le journal de « Laissez les vivre ». L'association recherchait des bénévoles. L'occasion était trop belle : j'ai eu envie d'aller voir ce qu'il s'y passait à l'intérieur.

J'ai appelé LLV. Je me suis présentée comme une personne attachée au respect de la « vie », une bénévole, voulant aider l'association. Les candidats ne devaient pas se bousculer, puisque j'ai été acceptée avec enthousiasme !

M.L. : Comment t'es-tu présentée pour l'entretien ?

C.F. : Comme il n'était évidemment pas question de me présenter en T-shirt et pantalon large, j'ai ressorti du placard, ce que j'avais de plus austère.

Je suis tombée sur une vieille robe que ma mère m'avait achetée et que je n'avais jamais voulu porter. J'ai changé de coiffure : barrette. J'ai opté pour un maquillage fade, léger, catholique. Le plus dur a été de travailler ma démarche en « canard, plutôt décontracté », pour la transformer en démarche plus soumise, « grenouille de bénitier ».

M.L. : Mais, psychologiquement, comment as-tu pu tenir le coup, au quotidien ?

C.F. : Je me suis efforcée de me mettre dans la peau d'une actrice, tous les matins j'entraînais en scène. Je m'efforçais d'oublier qui j'étais et faisais taire mes convictions. J'observais mes interlocuteurs et me contentais d'enregistrer un maximum d'informations. L'avantage d'interpréter une militante catholique traditionnelle, c'est que le personnage ne requiert que peu d'animation ! L'effacement semble être la vertu des militantes catholiques. Plus j'étais insipide et effacée, plus je correspondais aux critères de la féminité vertueuse qu'on attendait de moi. C'est un milieu dans lequel on préfère qu'une femme parle de la pluie et du beau temps plutôt qu'elle ouvre sa grande gueule et laisse échapper son avis ou des opinions trop affirmées, ce qui en l'occurrence, m'arrangeait !

M.L. : Par rapport à l'idée que tu te faisais de LLV, as-tu eu de mauvaises ou de bonnes surprises ?

C.F. : J'ai surtout eu la très désagréable surprise de réaliser à quel point, certaines associations comme LLV travaillent en connivence avec des travailleurs sociaux. Ce qui fait le plus réfléchir, ce sont les dégâts engendrés par ce type de complicité. On parle beaucoup des commandos anti-IVG mais on oublie souvent qu'il existe des réseaux de « capture des femmes enceintes » plus ou moins en difficulté. C'est autrement plus redoutable. J'ai par exemple rencontré une jeune femme sans-papiers que son assistante sociale avait sciemment orientée vers SOS future mère (la vitrine de LLV, afin qu'elle oublie sa demande à la préfecture, pour aller accoucher loin

de Paris. Dans un foyer d'accueil charismatique, encadré religieusement et franchement sectaire. Par la suite, j'ai appris que cette assistante sociale avait été responsable d'une association du mouvement « provie » et que cette pratique n'était pas isolée.

M.L. : Que veux-tu dire ?

C.F. : Il faut se faire à l'idée qu'il existe des travailleurs sociaux anti-IVG qui profitent de leur statut et de leurs postes stratégiques pour mettre en pratique leurs convictions, par exemple, lors d'un entretien pro-IVG. On imagine les ravages que cela peut faire sur une personne qui a le malheur de croiser ce type d'individus...

M.L. : Justement, qu'as-tu appris sur les liens entre le (s) FN et les associations comme LLV ?

C.F. : Il est évident que de par leur idéologie anti-choix, un groupe anti-avortement est non seulement d'extrême droite, mais il est fondamentalement lié à l'extrême droite. Il la représente au même titre que le fait un militant du FN. Pour ce qui est du lien entre les deux structures, nous savions déjà par exemple, que le président de « Laissez les vivre » était membre du comité d'honneur du CNFE (Cercle national des femmes d'Europe) de formation FN. et qu'inversement, plusieurs de ses membres faisaient partie du comité de soutien de LLV.

Mon enquête n'a fait que confirmer leur collaboration. La plupart des militants que j'y ai croisés prenaient pour fait acquis que nous étions du même bord politique. Le FN. revenait, naturellement, dans beaucoup de nos conversations...

Parfois, leur propos était tellement caricatural qu'il me fallait lutter contre l'envie de rire et celle de pleurer... de rage !

Propos recueillis par Patrick Schindler.
CLAAAAASH FA Paris Bastille

Dans le numéro 9 de la revue Prochoix, février 99, Caroline Fourest raconte tous les détails de son infiltration à LLV. Fiammetta Venner (fondatrice de la revue) et Caroline Fourest seront à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot (Paris 11^e) le 17 avril 1999 à 16 h 30 pour parler du droit de choisir.

Le Kosovo entre guerre et paix

AU DÉBUT DE LA CONFÉRENCE de Rambouillet les données initiales des principaux acteurs étaient les suivantes: Pour l'Europe, les Etats-Unis et la Russie, réunis dans le groupe de contact, il s'agit de parvenir à un accord politique qui entraîne la fin du conflit armé et favorise le déploiement d'une force internationale dont le principe avoué est de permettre un statut d'autonomie du Kosovo. Celui-ci pour une période intérimaire de trois ans au cours de laquelle, un gouvernement et un parlement élu assumeront un pouvoir local assez étendu. Les Serbes et la Fédération yougoslave conserveront leur prérogative de souveraineté.

Mais la priorité absolue des Serbes est d'interdire à jamais tout espoir d'indépendance du Kosovo. Une autonomie imposée et le déploiement d'une force militaire étrangère, constitue déjà en soi une atteinte à leur intégrité nationale. En effet dans la fédération yougoslave, la Serbie en plus du problème Kosovar se trouve face à la crainte de perdre le Monténégro qui constitue le seul débouché sur les ports de l'Adriatique. Et sa perte entraînerait la chute d'une économie serbe déjà bien affaiblie. L'élection à sa présidence de Milo Djukanovic, adversaire de Slobodan Milosevic, renforce les risques d'indépendance d'un pays qui a été pénalisé par les embargos internationaux en même temps que la Serbie. En effet, Podgorica suit avec attention l'évolution du conflit du Kosovo qui menace un tête-à-tête avec Belgrade de plus en plus conflictuel. L'autre motif d'inquiétude de la Serbie est la province du Sandjak qui se situe entre ces deux républiques. Sa majorité musulmane, dont la répression policière serbe a pu contenir l'aspiration d'autonomie qui s'était manifestée à la fin des années 80, se retrouve réactivée par la souffrance des albanais musulmans du Kosovo.

A l'inverse, pour les Albanais, le placement sous tutelle internationale et pour une durée indéterminée du Kosovo semblait a priori positif puisqu'il les protège des serbes. Mais le chaos qui règne dans ce pays ne permet pas d'isoler une position claire (1). Le fief montagnard au nord du pays, de l'ex-président Sali Berisha, qui joue sur la fibre nationaliste pour reconquérir le pouvoir, sert de base arrière à l'UCK. Les maquisards de cette armée ne sont pas prêts d'accepter facilement un désarmement.

Rambouillet:

« ni paix ni guerre »

Les organisateurs de la conférence de Rambouillet n'ont pas eu le temps de se réjouir sur le succès qu'ils avaient remporté en réunissant, pour des pourparlers, les deux parties belligères. En rappelant dès le début, avec insistance, que cette négociation portait du principe déjà adopté par la communauté internationale de l'autonomie substantielle du Kosovo, les diplomates se sont heurtés à l'obstination agressive et au repli des deux interlocuteurs en conflit. La conférence s'est donc terminée le mardi 23 février, sur une conclusion provisoire qui signifie en réalité une guerre larvée qui ne veut pas dire son nom. Le rejet du plan par les Kosovars a compromis la stratégie des Américains dont le vœu était un bras de fer

ultime contre Milosevic, qui aurait été désigné à l'opinion publique internationale comme le seul obstacle de la paix. Ils n'ont pas renoncé à convaincre les Kosovars de faire du président serbe un nouveau Saddam. Tour à tour disputé, contesté puis rejeté, le projet d'autonomie du Kosovo a buté sur les capacités de nuisance procédurière des serbes et sur l'intransigeance des Albanais à réclamer un référendum à la fin d'une période intérimaire de trois ans. Le seul progrès réalisé est que ce projet, principal acquis politique de Rambouillet, reste sur la table. Retour à la case départ!

Le volet militaire, en revanche, s'est

la surveillance des dépôts d'armes, puis la sécurisation des agglomérations et des voies de communications. Son inconvénient c'est qu'elle dépend d'un accord politique entre les belligères puisqu'elle a pour but de garantir l'application de ce dernier. Il n'est pas question de rétablir la paix par la force. Son avantage c'est, en cas d'accord, de permettre la participation de la Russie et l'accord du conseil de sécurité de l'ONU.

Les autres opérations planifiées par l'Otan sont les frappes aériennes contre des objectifs militaires en Serbie. Sur le plan politique, les conséquences d'une opération de guerre de ce type sont très incertaines. En effet, en frappant pour

Belgrade. Le président américain, Bill Clinton, et le secrétaire général de l'OTAN, ont adressé des mises en garde contre Belgrade, vendredi 26 février, alors que se poursuivaient des mouvements de troupes yougoslaves et que des affrontements sporadiques éclataient dans différentes régions du Kosovo. Il a rappelé que l'OTAN était prête à intervenir si la Yougoslavie lance des opérations militaires avant le 15 mars. Les dirigeants de l'union européenne, réunis le même jour à Petersberg (Allemagne) ont également appelé Serbes et Kosovars à s'abstenir de toute provocation. Le 28 février, c'était au tour de Jacques Chirac en visite aux

soir par les dirigeants albanais présents à Rambouillet et mis en lumière des divisions au sein de l'UCK. En effet, ce nouveau gouvernement est destiné à remplacer celui élu en 91 et en exil à Genève et à Bonn. Le porte-parole de l'UCK en France, Jakup Krasniqi, était pressenti pour en assurer la direction. Cette décision entérine le fait que les modérés de la Ligue Démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova passe le relais à l'UCK, dans l'optique de travailler ensemble. Mais la délégation Albanaise et une partie de l'UCK ne sont plus sur la même longueur d'onde et la fronde est menée par Adem Demaqi. Cet ancien prisonnier politique est un nationaliste radical qui refuse tout pourparler. Il a donc décidé de ne pas participer à Rambouillet. Néanmoins, il n'avait pas réussi à convaincre l'ensemble de l'UCK à le suivre. Les combattants avaient finalement mandaté cinq de leurs membres avec Hashim Thaqi, âgé de vingt-neuf ans comme coordinateur de la délégation kosovare en France. Ces représentants de l'UCK ont échoué ce projet de gouvernement à Rambouillet avec les représentants de la LDK de M. Rugova et du Mouvement démocratique unifié de Rexhep Qosja. Cette initiative est perçue par la communauté internationale comme un geste constructif. De plus Rugova le président officieux du Kosovo a demandé, vendredi 26, que le projet d'accord mis au point à Rambouillet soit signé et les troupes de l'Otan déployées « le plus rapidement possible ».

Mais Adem Demaqi, fort de son image de héros forgée pendant trente ans de détention dans les geôles communistes, dispose d'une incontestable légitimité comme représentant politique de l'UCK et d'une intransigeance à toute épreuve. Il s'élève « contre les pressions internationales qui veulent nous imposer une fausse autonomie qui maintiendrait les Albanais en esclavage ». Il a qualifié le gouvernement provisoire « d'illégitime ». Il a également une influence sur certains commandants locaux de l'UCK qui l'ont choisi comme représentant politique en juillet. Sur les plateaux de la Drenica, l'UCK dispose d'un nouveau commandant en chef, Suleiman Silemi, vingt-neuf ans dit « le Sultan » qui a été nommé le mercredi 24 par Demaqi. A Likov, quartier général de l'UCK dans la Drenica, l'ensemble des commandants locaux soutient la politique de Demaqi.

Le gouvernement de Tirana soutient la création d'un gouvernement provisoire des Albanais du Kosovo, et demande à Adem Demaqi de rester uni avec les autres leaders Kosovars. Le porte-parole du gouvernement Albanais espère pouvoir discuter entre Albanais des futurs pourparlers sur le Kosovo.

Les divergences de vues au sein de l'UCK sont apparues au grand jour à la suite de la conférence de Rambouillet avec une radicalisation des nationalistes Kosovars. Si elles persistent, elles risquent de compromettre la négociation sur le processus de paix, qui doit se poursuivre le 15 mars.

Michel Sahuc, la Sociale (Montpellier)

1,2,3: voir l'article « Le Kosovo dans le Neud gordien Balkanique », *Le Monde Libéraire* n°1147 p.6.

C'EST PAS VRAIMENT LA GUERRE AU KOSOVO



heurté jusqu'à la dernière minute du mardi, au refus des serbes qui ne veulent pas entendre parler d'une force internationale si elle est placée sous la bannière de l'Otan, et à celui des Kosovars, qui ne veulent pas se couper de leur base en acceptant de désarmer les maquisards de l'UCK. À Rambouillet l'OTAN a opté pour une négociation contre la montre et le temps imparti a été trop court. Les négociations reprennent le 15 mars et pendant ce temps la situation sur le terrain s'est aggravée.

Otan, une intervention militaire incertaine

Les deux formes d'intervention militaire préparées au quartier général de l'Otan en Belgique sont, une fois de plus, apparemment vaines (2). La première baptisée Kfor, Force pour le Kosovo aurait pour principale mission la séparation effective des combattants,

la première fois de son histoire un pays qui n'a ni envahi, ni menacé des territoires extérieurs, l'OTAN risque de créer un précédent difficile à justifier, avec des conséquences multiples et dangereuses. Par exemple pourquoi ne pas faire la même chose avec les Kurdes? Ce peuple est acculé à une ligne dure, avec un Öcalan dont l'image correspond à une caricature de chef d'état totalitaire. À présent il est en prison et les Kurdes continueront à se radicaliser parce qu'ils n'ont aucun espoir, ni soutien face à la Turquie et l'Irak.

Mais, en ce qui concerne le règlement du conflit du Kosovo, rien n'assure que ces frappes aériennes aboutissent à une situation préconisée par les européens et les américains. En dépit du rôle de provocateur et de va-t-en-guerre joué par Milosevic, personne ne souhaite véritablement l'effondrement de la Serbie et une situation balkanique à haut risque.

Les Occidentaux mettent en garde

forces d'extraction stationnées en Macédoine.

La division de l'U.C.K.

Aujourd'hui l'UCK est devenue une véritable force militaire (3). Son représentant politique, Adem Demaqi, affirme qu'elle compte 35 000 combattants. Un chiffre exagéré selon les services de renseignements occidentaux qui l'estiment à 10 000 hommes. Mais l'UCK grandit vite comme le prouve le numéro de janvier de l'hebdomadaire britannique spécialisé Jane's Intelligence Review qui affirme que dans quelques mois « elle sera sans doute capable de rassembler une force de 50 000 à 70 000 combattants, tous entraînés ou expérimentés ». L'UCK présente à Rambouillet, n'a plus rien à voir avec l'armée clandestine de ses débuts.

L'annonce, mercredi 24 février, de la formation d'un gouvernement provi-

CINÉMA

Rien sur Robert. Pascal Bonitzer

DANS LE FILM DE DANIELE Dubroux « Les Amants », une fille aimante dit à un homme « mais vous n'avez rencontré que des salopes ! » De la même manière on pourrait penser que Robert sur lequel il n'y a rien à dire (« avez-vous un livre sur Robert Desnos ? Il n'y a rien ») qu'il est tombé sur des folles, des mythomanes, des désaxées, en tous cas, qu'il n'est pas gâté de ce côté là. Le seul enjeu intéressant du film semble être le langage. Dans le langage ce sont les filles qui vont loin. Elles sont directes et fort pornographiques. Mais ce débalement, défolement au niveau du langage très sexualisé où le mot amour n'est utilisé que pour mieux couillonner l'autre, ne dévoile rien. Il ne fait que jeter un voile très superficiel sur le vide de son entre-

prise. Pascal Bonitzer est lui-même un intellectuel avec qui il est plaisant de converser, même quand il se cache, mal d'ailleurs, derrière le cynisme qu'il affiche. Son alter ego du film n'est pas plaisant, même s'il est très bien interprété par Fabrice Luchini. Pour quelles obscures raisons cet homme a-t-il besoin de se montrer à ce point indélicat, repoussant même, travaillé par la haine de soi ? Effet pervers car son terrain de prédilection, à savoir le langage, en pâtit aussi. Il n'est que vaguement amusant de bâtir son histoire sur l'incident vrai d'un certain Finkelkraut qui avait descendu le film de Kusturica sans l'avoir vu. Ce dont s'accuse ici donc Didier Temple (Fabrice Luchini). Cette donnée est utilisée comme malédiction absurde qui s'abatrait sur cet hom-

me, si bien qu'il en oublie le jugement et l'entendement. Et surtout elle fait tout le film ! Il n'est plus que agitation stérile dans un monde, où personne ne l'écoute, car en fait, il n'a RIEN à dire, car il est discrédité. Même quand il dit des choses vraies et vécutées (« mais maman, ça fait quarante ans que tu sais que je ne dois pas manger du sucre ! »), on s'en fout. Car il n'a pas réussi à nous émouvoir. Et on pourrait facilement imaginer que lui, Bonitzer, ricane dans un coin, à moins qu'il ne pleure de rage que ces cons-là écrivent en plus des merveilles sur son film. Ne serait-il pas en train de courir désespérément derrière le « rien » de Nathalie Sarraute ? Celui qui ne s'attrape pas par la queue ?

Heike Hurst

à la petite semaine
Militantisme de caniveau

Pour ne prendre, en partie, que l'histoire de ce siècle finissant, il y eut en 1914 des partisans homosexuels de l'union sacrée, de la boucherie patriote. Plus tard, en Italie et en Allemagne, des fidèles du Duce homosexuels et aussi, bien que peu nombreux sans doute, des nazis homosexuels. On trouverait sans peine des pétainistes homosexuels, des combattants franquistes homosexuels, des tenants de l'Algérie française homosexuels. Et puis des oustachis homosexuels, des lepénistes et mégréistes homosexuels, des gardes rouges et des polpotistes homosexuels.

Ce qui nous gêne chez tous ces individus politiquement engagés ne réside en rien dans le type de sexualité qui leur est commun, mais dans le simple fait qu'ils furent ou restent, au même titre que les salauds hétérosexuels opérant à leur côtés, militaristes, fascistes racistes, tortionnaires, agents et complices de monstruosités avérées, des pires dérivés autoritaires dont beaucoup d'homosexuels, engagés ailleurs ou pas, eurent à souffrir.

Mettre en avant la sexualité « marginale » d'un homme politique ennemi d'une cause pour laquelle on se bat, c'est en faire une circonstance aggravante de son ignominie, réelle ou supposée. C'est indiscutablement ignoble. C'est franchement dégueulasse. C'est Act-Up. C'est l'avant-garde du militantisme de caniveau.

Floréal

21^e Festival International
de Films de Femmes
Créteil, du 12 au 21 mars 1999

Année consacrée aux cinématographies d'Australie et de Nouvelle Zelande, Creteil présente l'intégrale de l'œuvre de Jane Campion, courts et longs métrages. Qui n'a pas vu *La leçon de piano* ou son chef d'œuvre *Sweetie ?* Le 10^e anniversaire du jury Graine de Cinéphage (en collaboration avec une classe cinéma des écoles) se consacrera aux thèmes pointus « le cadre » et « l'image ». Les ateliers seront animés par deux remarquables camerawomen, Nurith Aviv et Dominique le Rigoleur.

Le Festival s'ouvre avec une production canado-suisse-française *Emporte-moi* de Lea Pool. La réalisatrice n'est pas une inconnue dans le festival. Elle a réalisé en 1984 *La femme de l'Hotel* et en 1986 *Anne Trister*, un succès international. *Emporte-moi* était en compétition à Berlin et n'a pas eu le prix mérité. Son film est une réussite, il fait le portrait d'une jeune fille à l'âge ingrat, entre les premières règles et les premiers émois. En même temps le couple parental, incarné par Miki Manojlovic et Pascale Bussièrès, est dessiné avec finesse. Sa sexualité, comme le dit si bien Freud, est à un stade où l'être jeune parcourt les étapes de toutes les sexualités possibles avant de trouver son identité sexuelle propre. Le « pervers polymorphe » du film *Emporte-moi* est Hanna, une jeune fille de 13-14 ans, interprétée par une actrice remarquable, Karine Vanasse.

Le film évite les pièges du genre en arimant son histoire dans une expérience de cinéma: un jour de pluie, Uanna s'égaré dans un cinéma, elle est littéralement happée par Anna Karina dans *Vivre sa vie* de Godard. Les phrases prononcées dans le film « tu es responsable... » etc. entrent dans sa vie. Elle est fascinée, emportée, elle l'imite, elle lui sert de guide et de modèle. Son professeur de français, Nancy Huston, qui a co-écrit le scénario, ressemble d'ailleurs étrangement à Anna Karina. Un film sensible, raffiné et élégant, une œuvre de maturité.

Le Festival édite un livre de Jackie Buet, une des directrices fondatrices du Festival « Films de Femmes. Une nouvelle génération de réalisatrices » (1). La question de la spécificité féminine sera évidemment posée avec compétence et à partir d'une expérience. Tout comme dans le film chinois (en compétition) lui aussi présenté à Berlin, ou la cinéaste raconte son expérience de la révolution culturelle : *Xiu Xiu* de Joan Chen.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

(1) éd. Alternatives. 170 F, disponible pendant le festival.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 18 mars à 18 heures :

Si Vis Pacem : l'Internationale des résistants à la guerre.

jeudi 18 mars à 20 h 30 :

Microclimats : avec Thierry Meyssan du réseau Voltaire à propos du DPS (Front national).

lundi 22 mars à 18 heures :

La vie est courte : Les enfants des autres, groupe de musique instrumentale.

mercredi 24 mars à 10 h 30 :

Blues en liberté : Les trains, le thème du voyage dans le blues (deuxième partie).

TÉLÉ

La guerre civile d'Espagne
John Blake et David Hart

LE SAMEDI MATIN, À 8h30, depuis le 27 février, la cinquième nous offre à voir pendant six semaines, un documentaire anglais datant de 1983. Avec entre autres comme conseiller historique Hugh Thomas, cette série « grand public » n'est pas sans intérêt pour qui veut découvrir l'histoire de la révolution espagnole. Elle peut surtout se voir comme un prémisses au film de Richard Prost, *Un autre futur*, qui lui nous transporte à l'intérieur de la CNT-FAI. Avec de nombreuses images d'archives provenant des deux camps, et surtout de très nombreuses interviews, — les protagonistes étant encore vivants en 1983 — (Nous retrouvons Federica Montseny, la passionaria, le beau frère de Franco, des militants socialistes ou anarchistes, des officiers conservateurs...) nous approchons pour la première fois avec une telle force la dimension humaine de ce grand moment de l'histoire espagnole.

C'est sans aucun doute par cette dimension du vécu rapporté à la caméra que ce reportage prend toute sa place et sa grandeur et se distingue de ces innombrables montages d'archives qui nous ont été proposés

depuis la sortie du film de Ken Loach. C'est aussi cette dimension humaine des idéologies et des lectures des événements historiques qui pose problème à l'auditeur attentif aux commentaires ajoutés par le réalisateur et ses conseillers historiques.

Ainsi, il est toujours surprenant d'entendre que « l'anarchisme représentait un des piliers de l'opposition d'extrême gauche avec la CNT qui comptait 1 million de membres en 1932 ». Comme si il y avait une « autre » opposition d'extrême gauche de l'importance de la CNT. L'UGT, socialiste se plaçant sur le terrain de la gauche traditionnelle. De même en 1934, la grève révolutionnaire lancée par les socialistes pour prendre le pou-

voir ayant échoué, la faute en serait « à l'incapacité de la gauche à réaliser le front uni ». Comme si la CNT, fer de lance « du reste de la gauche au sens large » pouvait idéologiquement s'associer à une insurrection tendant à mettre les socialistes au pouvoir. Deux appréciations qui auraient dû être évitées mais qui n'enlèvent rien à la qualité de l'ensemble de la fresque historique qui nous est proposée.

Jean-Claude Richard. —
groupe Henry-Pouaille

samedi 20 mars à 8h30 - Franco et les nationalistes,
samedi 27 mars à 8h30 - Au cœur de la révolution,
samedi 3 avril à 8h30 - Victoire et défaite.

copinage

Alain Aurenche chantera le lundi 29 mars à 20 h 30 à Bobino.
Rens. : 01 43 27 75 75. 120 F en prévente, 150 F le jour même.

Théâtre : La Compagnie des filles de joie présente *Le Voleur* d'après le roman Georges Darien le dimanche à 19 heures (jusqu'au 28 mars) au LABO, 75, rue du Dr. A. Netter (Paris 12^e). Places : 50 et 70 F.

Maria Koléva

LA CINÉASTE INDÉPENDANTE Maria Koléva a entamé une grève de la faim depuis le premier février pour faire aboutir son projet : 150 millions pour 150 films ! Pour remédier à l'état d'asphyxie dans lequel se trouve actuellement le cinéma indépendant, Maria préconise l'ouverture de « guichets de la création », qui seraient financés par un système comparable à l'avance sur recettes, mais sans sélection (une différence de taille). Rappelons que si un million de francs est un budget extrêmement réduit pour un film, nombre de créateurs travaillent dans des conditions beaucoup plus restreintes et ont énormément de mal à diffuser leurs œuvres. Maria propose de distribuer ces 150 films aux heures creuses des séances, par un système de rotation, et à tarif réduit. La rotation leur permettrait de trouver leur public et de passer le cap dit de la première semaine: on sait en effet que nombre de films à petits budgets risquent d'être enlevés de l'affiche dès la première semaine s'ils n'ont pas suffisamment de public. Point n'est besoin de s'étendre sur ce que peut signifier actuellement le tarif de 25 F en terme d'accès à la culture pour tous.

Maria Koléva, créatrice des concepts de films livres et de films vivants, avait déjà fait une grève de la faim de 45 jours il y a dix ans pour que ses films passent à la télévision et qu'y soit ouverte une fenêtre sur le cinéma indépendant: La sept a

acheté les leçons d'Antoine Vitez, un travail de 20 ans, mais ne les a jamais diffusées. C'était pourtant l'année de la disparition du metteur en scène.

OSF première chaîne d'accès public en France, qui repose encore sur le bénévolat, est la seule chaîne hertzienne à avoir diffusé le Libéré de Bertold Brecht (une des leçons) le jour de son ouverture. OSF dont l'autorisation d'émettre expire le 31 mars soutient bien évidemment la cinéaste, mais à ce jour, ils sont encore les seuls: les organisations professionnelles à l'exception de la SCAM observent une prudente réserve: de la SRF au syndicat des critiques, silence radio Quant à la presse, à part l'Agenda de Nova, Radio Aligre, Radio Libertaire et... *Le Monde libertaire*, seul *le Monde* a fait un article. Laissons la conclusion à Maria : « ... Ce financement permettra à de nouvelles branches de pousser comme les Films livres ou celles, déjà prises par les français, des documents fictifs et les films poétiques. Il libèrera le droit de faire des films aujourd'hui, quand tout est image. Le peuple a droit à son image, faite par lui-même autant que par les autres. » Durant sa grève de la faim, Maria Koléva continue les projections en appartement du Cinoche vidéo. Vous pouvez la soutenir en lui téléphonant ou en passant au Cinoche vidéo le vendredi : 43 boulevard Saint Michel. 75005 Paris. Tél. : 01 47 00 61 31.

Michèle Rollin

Poitiers anticapitaliste: succès libertaire dans la Vienne

AU MOIS DE DÉCEMBRE partant du constat que le mouvement des chômeurs regroupait nombre d'associations mais peu de manifestants, que les mots d'ordre étaient contre la misère mais rarement contre le système économique et encore moins contre le gouvernement actuel, des camarades ont proposé aux syndicats de la CNT de la Vienne de regrouper les forces militantes du mouvement libertaire et anti-autoritaire de la région pour organiser une manif « anticapitaliste et pour l'égalité économique et sociale ». À l'idée de la manif se sont rajoutés un débat public

et une soirée repas-concert. Les objectifs politiques étaient, en premier lieu d'avoir une présence sur la ville, mais aussi de faire travailler ensemble les différentes organisations anti-autoritaires de la région et enfin d'ouvrir un espace temporaire assez attrayant pour tous les sympathisants libertaires qui pour des raisons personnelles (souvent géographiques) ont rarement l'occasion d'être en contact avec des libertaires.

La préparation de la journée a permis de tisser des liens avec No Pasaran (Niort, Bressuire, Poitiers), a renforcé ceux entre la F.A. et l'O.C.L.-Poitou, des contacts avec le Limousin (AC!,

O.C.L., A.L.) ont eu lieu pour la première fois, ce fut l'occasion de renouer avec les copains de l'ex-collectif Vade Retro Papanas des Deux-Sèvres.

Nous pensons qu'avec une bonne centaine de personnes la manifestation a été un succès. Parmi les manifestants (majoritairement libertaires) citons la F.A. Creuse, Dordogne, Angoulême, Charente-Maritime, O.C.L. (Limoges, Nantes), les SCALP, notamment celui de Niort. Des anticapitalistes non libertaires se sont retrouvés dans cette manif. Le cortège était bien sûr précédé des flics, mais aussi d'un char représentant le capitalisme et ses alliés. Outre les banderoles explicites, les slogans ont « surpris » les passants, nombreux un samedi après-midi dans les rues piétonnes: « Ni État ni patron, autogestion »; « C'est pas pour la Bourse qu'il faut s'inquiéter, c'est les licenciements qu'il faut empêcher »; « Ni Dieu ni maîtres » (devant l'église)...

Le débat a rassemblé 110 personnes, avec deux introductions, un de la CNT-FAU sur l'évolution du capitalisme, une de l'OCL-Poitou sur la flexibilité et l'aspect réactionnaire de la loi sur les 35 heures. Les interventions portèrent sur la centralité ou non du travail (CGT, F.A.-Creuse), sur la consommation dans le capitalisme, sur les alternatives (Bonaventure) et un militant d'« Ecologie sociale » est venu spécialement pour expliquer pourquoi il avait quitté les Verts, démontrant une fois de

plus la vacuité de la voie politicienne. La convivialité a permis un débat assez riche et dense.

La soirée fut l'occasion de se regrouper autour d'un verre et d'une assiette, de faire le tour des tables de presse et d'écouter un spectacle varié (Bruno Daraquy, Neuneu de la Générale, Ephémère et Dropsy).

La question se pose désormais de renouveler une telle journée, ailleurs sur le même thème ou à Poitiers sur un autre thème... En attendant, nous mettons en place un bulletin régional commun aux différentes organisations et individuels, étape d'un mouvement libertaire riche de sa diversité.

La Fédération anarchiste dans tout ça? Elle a pu apparaître de nouveau publiquement sur Poitiers. Ni parti d'avant-garde ni organisation culturelle, la F.A. est une organisation spécifique trouvant toute sa place dans une telle journée. Dans la Vienne, la croissance du mouvement libertaire se traduit par une croissance de la F.A. Une coexistence pacifique entre les organisations ne suffit pas à faire vivre un mouvement libertaire. Celles-ci doivent s'entraider et non se considérer comme concurrentes. La Fédération anarchiste, à travers son réseau et ses outils est incontournable.

Cyrille. - FA.-86
Eric. - CNT-FAU (Poitiers)



NICE

Sous le soleil, la répression

SAMEDI 27 FÉVRIER, LES touristes qui déambulaient dans les rues du Vieux Nice, vers 18 heures, ont pu assister à un spectacle déroulant. Une trentaine de policiers municipaux armés et casqués matraquant un groupe de personnes déguisées et enfarnimées. On aurait pu s'imaginer en période de carnaval qu'il s'agissait d'un divertissement offert par notre très

« cher » maire, J. Peyrat, célèbre transfuge du Front National. Malheureusement les policiers étaient bien réels et les coups aussi.

À l'origine de cette intervention musclée, des coups de téléphone de commerçants de la place Rossetti gênés par la présence d'une cinquantaine de participants au carnaval indépendant du Vieux Nice, tranquillement regroupés sur cette

même place et dansant au son des djembés.

Le premier carnaval indépendant a vu le jour il y a une dizaine d'années à Saint-Roch, un quartier populaire de Nice, grâce à l'initiative de collectifs d'artistes organisés autour de deux associations « Zou Maï » et « Nux Vomica ». Cette initiative a pour but de retrouver les aspects originaux du carnaval populaire: la fête, l'imaginaire, la convivialité... et de porter sur cette grosse machine à sous qu'est le carnaval officiel de Nice un regard critique. Les gens ne sont plus des spectateurs passifs mais les acteurs de cette manifestation. Les matériaux de récupérations et les fripes sont les éléments essentiels de cette grande fête gratuite. Et en avant les chars faits à partir de cadidies ou de vieilles voitures, les batailles de farine, les groupes de sambas.

On comprend mieux que le succès grandissant de ce carnaval populaire et contestataire gêne la municipalité et les toutes puissantes associations de commerçants du Vieux Nice. La présence d'un petit groupe de participants au cortège du carnaval indépendant venu se reposer autour d'une fontaine après une longue journée de rire et de fête sans pour cela avoir dépensé un franc était un spectacle insupportable pour les commerçants de cette Place. La police municipale et la BAC, après un appel à la dispersion ont encerclé puis chargé avec l'aide de quelques commerçants les inoffensifs fêtards. Coups de matraques, insultes, interpellations voilà de quel bois on se chauffe à Nice.

FA. Nice

Pas de quartier pour les fachos! La rue nous appartient

Le samedi 6 mars, une vingtaine de membres du collectif antifasciste de Besançon a décidé de recourir à la peinture des sigles d'extrême-droite qui salissaient les murs de la ville. Le collectif, qui regroupe divers syndicats, organisations politiques (dont le groupe Proudhon), associations et particuliers, a effectué cette action en plein jour, et dans trois rues différentes. Cela nous a ainsi permis de distribuer un tract aux passants dénonçant les discours sécuritaires, discriminatoires et xénophobes qui sévissent actuellement dans le soi-disant « pays des droits de l'homme ». De plus, les nazillons qui avaient tagué les croix celtiques, croix gammées ou les initiales du PNF que nous avons recouvert ont sûrement accompli leur sale besogne de nuit. Encore une chose qui nous différencie de ces nuisibles - nous, au moins, nous avons le courage d'affirmer nos opinions au grand jour.

Ce que l'on peut regretter, c'est que de plus en plus d'inscriptions fascistes apparaissent dans les villes, ou dans les campagnes, sans que cela semble déranger grand monde. Au bout d'un certain temps, ces inscriptions font partie du paysage: comme s'il était normal que n'importe quelle ordure fascisante se permette de penser que notre cadre de vie est un réceptacle à ses idées nauséabondes! Il est temps de nous réapproprier nos lieux de vie, en montrant par des actions de ce genre que nous n'acceptons pas des sigles, des messages d'extrême-droite dans nos quartiers. Il n'est pas d'ailleurs non plus admissible que l'odieux ressuscité du ministère de l'Intérieur accuse ceux qui défendent les sans-papiers de faire le jeu de l'extrême-droite, alors que c'est lui qui, en refusant de régulariser tous les sans-papiers, entretient la xénophobie ambiante.

Groupe Proudhon

A G E N D A

jeudi 18 mars

GRENOBLE: Le groupe Jules-Vallès de la F.A. organise une conférence-débat sur le thème **Papon ou la continuité de l'État** avec JJ Gandini au 102 rue d'Alembert à 20 heures.

NICE: Conférence-débat de Gérard Lorne autour de son livre « Du rouge au noir: mémoire vive d'un porteur de valise » (éditions du *Monde libertaire*) organisée par l'Union régionale sud-est de la Fédération anarchiste et le groupe de Digne de la Coordination anarchiste à **19 heures** à la Faculté des Lettres et sciences humaines, amph 60.

PARIS: Rassemblement de soutien aux sans-papiers à **18 heures** devant l'église Saint-Ambroise.

vendredi 19 mars

LORIENT: Le groupe Ferrer de la F.A. organise une réunion-débat **Sortir du nucléaire** avec R. Chiron, chimiste et prof à la fac de Nantes, à la cité Allende à 20 h 30.

MONTPELLIER: Le groupe Un Autre futur de la F.A. organise une conférence-débat sur le thème **Papon ou la continuité de l'État** avec JJ Gandini à l'Antre Anar à 20 h 30, 5, rue Jeanne-d'Arc.

PARIS: L'Espace Louise Michel organise, dans le cadre d'une exposition dédiée à la mémoire des républicains espagnols une **rencontre-débat** avec Aimé Marcellan sur le thème: « Pourquoi le gouvernement français a-t-il accueilli de façon si cruelle les réfugiés espagnols? » à 19 heures, 42ter, rue des Cascades (20^e).

samedi 20 mars

CHELLES (77): Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur **l'éducation libertaire** à 20 h 30 au 1bis, rue Emilie.

LYON: Dans le cadre du café libertaire la troupe *Papier froissé* jouera sa pièce **Dans le chancre doré** à 20 h 30 au 19, rue Pierre-Blanc (1^{er}) (entrée par l'allée).

PARIS: L'association « Thank you Ferré » organise une rencontre publique à l'occasion de la parution de l'intégrale de **Léo Ferré** à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 11^e) à 15 heures.

PÉRUWELZ (BELGIQUE): Le groupe anarchiste Le Noir Lombric et l'association « Arts en libertés » organisent une réunion publique avec Michel Noirret et Babar dont le thème est **Anarchistes et franc-maçons** au Théâtre du Fil à la Patte (rue de Roucourt), à 20 heures.

dimanche 21 mars

ROUEN: Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise la **9^e Journée de l'Édition libertaire** de 14 h à 18 heures (stands; vidéo). à 15 heures: rencontre-débat avec Gérard Lorne auteur du livre *Du rouge au noir* Mémoire vive d'un porteur de valise à la Halle aux toiles.

PONTIVY: Le Collectif eau pure appelle à manifester à 15 heures. L'Union régionale Bretagne de la F.A. y sera présente.

vendredi 26 mars

PÉRIGUEUX: L'action des précaires et chômeurs de Dordogne (APCD) recevra Philippe Pelletier à partir de 20 h 45 au NTP, avenue d'aquitaine pour une **conférence-débat sur le fascisme**.

samedi 27 mars

GUÉRET: la F.A. Creuse organise une conférence: débat sur **les anarchistes et les élections** à l'Oasis (rue D. Brésard, en face gare routière - cité HLM) à 17 h 30; suivi d'un repas (30F). Réservations 05 55 81 18 77. Intervenant: Francis Laveix.